
Dangers extérieurs, dangers intérieurs : le Niger face au radicalisme islamique

Emmanuel Grégoire

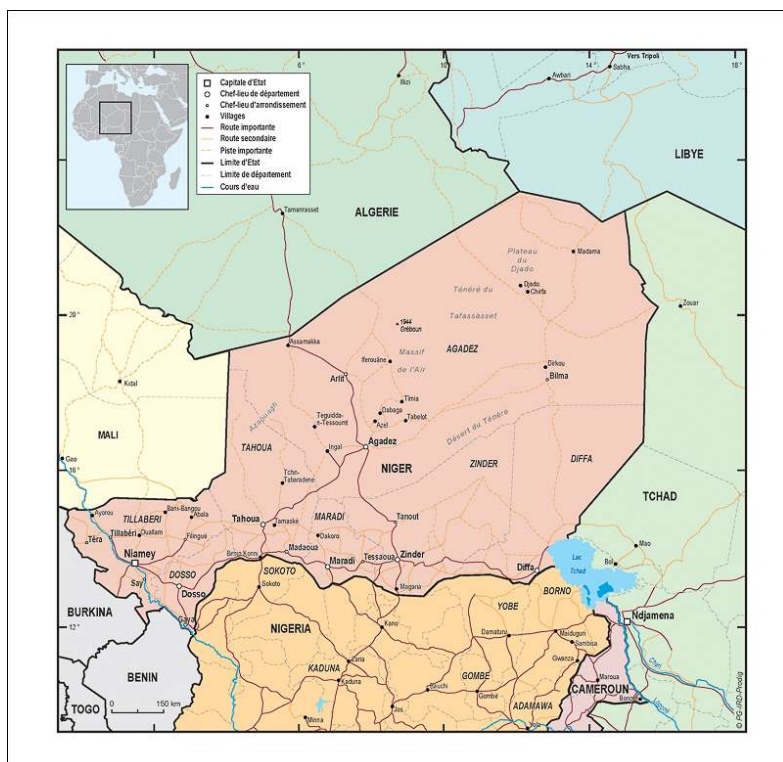
- 1 Dans un article publié il y a près de deux ans dans cette même revue (Grégoire, 2013), nous nous sommes longuement penchés sur la situation politique qui prévalait dans la bande saharo-sahélienne et plus particulièrement au Mali et au Niger. Nous avons alors décrit la mouvance islamiste (implantation, rivalités et divisions) qui déstabilise la sous-région depuis 2006, la persistance du « problème » touareg malien puis les raisons qui ont fait que le Niger n'a pas été touché par une nouvelle rébellion de sa population touarègue et qui, plus globalement, expliquent pourquoi la crise malienne ne s'est pas propagée au Niger.
- 2 Depuis lors, la configuration politique régionale a évolué. L'opération française Serval a affaibli les djihadistes et les indépendantistes touaregs qui enregistrent de nombreuses pertes humaines, à commencer par Abou Zeid, un des chefs d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) spécialisé dans la prise d'otages. Elle contraignit les premiers à se replier dans le Sud libyen et amena le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) et d'autres mouvements touaregs à négocier avec les autorités maliennes, une nouvelle fois à Alger, pour parvenir à la signature d'accords de paix définitifs. La situation est donc moins tendue même si la recrudescence de violences menées par des partisans d'AQMI qui tente de se reconstituer, du MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) et des Touaregs d'Ansar ed-Dine (Partisans de la foi) prouve que la zone n'est pas encore pacifiée ni sûre. Des allers et retours de « terroristes » persistent en effet entre les régions de Kidal (Mali) et d'Ubari (Libye) où se sont réfugiés des djihadistes comme Mokhtar Ben Belmokhtar¹, chef d'al-Mourabitoune (les Almoravides) mouvement né de la fusion des « Signataires du sang » et du MUJAO, ainsi que des Touaregs proches de leur mouvance.
- 3 Le péril djihadiste s'est donc déplacé du Mali vers le Sud de la Libye. Indépendamment, bien qu'elle entretienne des liens avec AQMI et le MUJAO (Higazi, 2013), la secte Boko Haram constitue désormais le principal danger pour le Niger. Depuis 2009, elle a

accumulé les succès militaires en s'emparant de régions entières situées dans le nord-est du Nigeria. Ses opérations ne se concentrent plus sur ce seul pays puisqu'elle les a étendues au Cameroun (2014) puis, en 2015, au Tchad et au Niger (région de Diffa où l'état d'urgence a été décrété le 11 février).

- 4 Nous centrerons ici notre propos sur le Niger pris en tenailles par ces groupes installés à ses frontières occidentales, septentrionales et méridionales². Nous examinerons, tout d'abord, la situation qui prévaut dans le nord du pays, région sensible puisque traversée par les nombreuses pistes qui relient le Mali à la Libye. Nous verrons qu'elle a été peu touchée par la crise malienne et connaît même une relative prospérité grâce à la reprise de ses activités économiques. L'équilibre reste cependant précaire au regard de l'inquiétant désordre qui règne actuellement en Libye plongée dans la guerre civile. Dans un second temps, nous aborderons la secte Boko Haram, qui entend créer un califat sur les frontières de l'ancien empire du Kanem-Bornou : nous décrirons ses grands traits et montrerons que son idéologie commence à trouver un certain écho au Niger. Nous envisagerons alors la nouvelle donne militaire née de l'entrée en guerre du Tchad, du Niger et du Cameroun, dont les armées sont passées à l'offensive pour affaiblir la secte et pallier les carences d'une armée nigériane discréditée et humiliée. En conclusion, nous réfléchirons sur l'avenir du Niger confronté à des dangers à la fois extérieurs et intérieurs.

La région d'Agadez, un espace plus sûr mais toujours fragile

Illustration 1- Carte de localisation



Auteur : P.Gluskki, 2015.

- 5 Globalement, le massif de l’Air, l’Azawad et le désert du Ténéré n’ont pas été le théâtre d’opérations militaires d’envergure en raison d’une forte présence de l’armée nigérienne secondée par des forces françaises et américaines installées à Agadez. Seules sont à déplorer les attaques revendiquées par Mokhtar Ben Belmokhtar visant le centre minier d’Arlit et la garnison d’Agadez (23 mai 2013).
- 6 D’après les témoignages que j’ai recueillis à Niamey, l’Air et le Ténéré sont évités par les djihadistes qui font le va-et-vient entre les régions de Kidal et d’Ubari, et par les trafiquants de drogue et d’armes. Depuis la frontière malienne, ils traversent l’Azawad (région de Tahoua) puis empruntent des routes qui contournent par le nord le massif de l’Air en raison de son relief très accidenté, et enfin longent la frontière algérienne en traversant le Taffassasset avant d’atteindre le plateau du Djado : très roulantes car sans obstacles naturels³, elles les conduisent à la Passe de Salvador toute proche de la Libye. L’installation à Madama d’un régiment de l’opération Barkhane qui a pris le relais de Serval (1^{er} août 2014) fait que cette passe est de plus en plus surveillée donc risquée pour les terroristes et les trafiquants en tous genres, qui l’ont délaissée au profit d’autres passes, certes parfois plus difficiles d’accès, mais plus sûres pour eux car moins contrôlées.

Une certaine reprise économique

- 7 Dans ce contexte assez stable, la région d’Agadez n’est pas affectée par une forte insécurité si bien que le sort de ses populations, particulièrement celles du massif de l’Air, s’est amélioré avec la reprise des activités économiques. Elles portent sur :
- Le maraîchage : activité traditionnelle de ses habitants avec l’élevage de petits ruminants et de camélins, il se développe à Timia, Tabelot, Iférouane, Dabaga et Azel si bien que les jachères se raréfient. Les productions d’oignons, d’échalotes, de tomates, de blé et de dattes se retrouvent sur les marchés urbains nigériens et sont même pour certaines exportées au Burkina Faso et en Côte d’Ivoire. Les récoltes représenteraient sept à huit milliards de francs cfa par an alors que leur commercialisation fut très perturbée lors des rébellions touarègues. Des quantités d’argent non négligeables sont donc injectées dans l’économie locale grâce à ces jardins d’oasis
 - Les exportations de camélins et d’ovins : elles sont en nette baisse car les commerçants nigériens traitaient, auparavant, avec des sociétés d’État libyennes. Or, elles ont disparu avec la guerre civile et les (faibles) transactions se font désormais entre négociants nigériens et libyens.
 - Le tourisme : il a disparu alors qu’il avait connu un certain essor au cours des années 2000-2006. Seules, des agences japonaises envoient quelques touristes dont le périple est encadré par l’armée nigérienne. Quant au rallye Paris-Dakar, il a déserté l’Afrique depuis 2007 alors qu’il constituait une source de revenus élevés pour des villes étapes comme Agadez (Grégoire, 1999, rééd. 2010).
 - L’artisanat touareg : il a connu de belles années puis a périclité avec la désertion des touristes qui étaient ses principaux clients. Beaucoup d’artisans vivent et rares sont ceux qui exportent leurs produits en Europe ou dans d’autres pays africains.
 - L’exploitation de l’or : elle a débuté en avril 2014 et apparaît comme une activité nouvelle et lucrative (le gramme d’or se vend environ 25 000 francs cfa à Agadez). Les deux sites d’orpaillage se trouvent aux lisières du plateau du Djado (Djado, Djaba et Chirfa) et de l’Air, à proximité de la frontière algérienne. Il y aurait jusqu’à 30 000 orpailleurs sur le premier,

ceux-ci venant du Soudan, du Tchad, de Libye et du Niger selon le directeur du ministère des mines de ce pays. Le second site est exploité par des Touaregs de l'Air et de l'Azawad, les étrangers étant refoulés. Au départ, l'or était sub-affleurant (moins de deux mètres de profondeur), mais des galeries commencent à être creusées car le minerai se fait plus rare en surface. Quant à la commercialisation, elle est dirigée vers la Libye puis le Moyen-Orient et vers le Bénin et le Togo, d'où le précieux métal est exporté en Inde. Même si les intermédiaires sont les premiers bénéficiaires de ce négoce, les orpailleurs en tirent profit, si bien que l'exploitation de l'or contribue à la diminution du chômage et à la circulation d'argent.

- Le trafic de drogue : très structuré étant donné les sommes en jeu, il implique un petit nombre de personnes qui sont des éclaireurs informant par téléphone si la voie est libre, des chauffeurs et des convoyeurs. Selon plusieurs témoignages, tout au long de la traversée du Niger qui s'effectue d'est en ouest, il y a des bases⁴ et des lieux de ravitaillement en essence et en eau fixés à l'aide de GPS. Selon des informateurs résidant à Agadez, d'anciens opérateurs touristiques se livreraient à cette activité étant donné leur bonne connaissance du milieu. Plus rémunérateur encore lorsqu'il s'agit de cocaïne plutôt que de haschich, ce trafic permet l'injection d'argent dans l'économie régionale, les gains étant investis dans le transport⁵ et l'immobilier (construction de villas dans l'Air et à Agadez), peu dans l'agriculture et l'élevage jugés pas assez rentables.
- Les grands flux marchands qui traversaient autrefois la région (Grégoire, 1999/2010) ont été perturbés par les crises malienne et libyenne : la Libye est aux mains de milices qui contrôlent, chacune, une zone précise. Aussi, les flux de marchandises (cigarettes notamment) et de produits alimentaires ont-ils fortement diminué en raison de l'insécurité qui a contraint l'armée nigérienne à organiser des convois entre Agadez et Dirkou pour sécuriser le trajet après l'attaque de plusieurs camions. Confronté à AQMI, l'axe algérien n'a pas profité de l'effondrement de la voie libyenne car l'Algérie s'efforce de contrôler son territoire : la frontière algéro-nigérienne n'est ouverte que deux jours par mois et est très surveillée par l'armée, dont les hélicoptères n'hésitent pas à faire feu sur les convois de véhicules même s'ils ne transportent que des denrées alimentaires, des marchandises ou de l'essence. De plus, ces convois ont été à plusieurs reprises dévalisés par des islamistes. Du point de vue des échanges marchands, on a donc assisté à une parcellisation de l'espace saharo-sahélien nigérien en une série de territoires et de routes affectés à des activités précises : trafiquants, islamistes, marchands, migrants et pasteurs nomades ont leurs propres espaces de parcours qui se chevauchent ou s'entrecroisent (Grégoire, 2013)⁶.
- Enfin, le chantier de la route Arlit-Assamaka, en voie de bitumage, offre quelques emplois aux habitants d'Arlet et de la bordure occidentale de l'Air.

8 Le développement de ces activités a contribué à l'amélioration des conditions de vie dans le nord du Niger où le sort des populations est meilleur qu'il y a six ou sept ans. Toutes permettent l'apport de revenus que l'économie formelle est incapable de fournir (l'afflux d'argent est attesté par la présence de six à sept banques à Agadez alors qu'il n'y en avait que deux auparavant). Ce mieux-être explique en partie la stabilité politique de la région, pourtant sensible et entourée de zones (nord-est malien et sud libyen) en pleine crise. En cela, elle tranche avec les régions de Tillabéry, Bani-Bangou, Filingué et de Ouallam, peu éloignées de la capitale Niamey, qui sont régulièrement touchées par les actions du MUJAO. Si beaucoup de ses partisans (notamment des Peuls) l'ont déserté lors de l'opération Serval, il demeure actif, procédant par de brèves incursions en territoire nigérien, celles-ci se faisant à l'aide de motos, ce qui rend leur neutralisation plus difficile.

- 9 Le trafic de drogue demeure un élément déstabilisant pour le pays car il implique des personnalités politiques qui, d'après mes enquêtes, seraient liées aux grands commerçants arabes qui l'organisent, d'où un fort développement de la corruption largement dénoncée par la population. Il n'y a guère volonté politique de lutter contre ce trafic qui pourrait être assez aisément combattu (les prises sont peu nombreuses), notamment avec l'aide des forces étrangères présentes au Niger qui disposent de moyens d'observation efficaces. Mais ces puissances préfèrent sans doute ne pas intervenir pour ne pas heurter les intérêts des responsables politiques nationaux et régionaux impliqués dans le trafic. L'éventualité de voir le Niger verser dans le chaos ne peut donc être écartée au regard de ce qui s'est passé au Mali, où l'économie criminelle fut un des éléments à l'origine de la crise. Enfin, l'exploitation de l'or peut causer aussi de graves troubles : la situation sécuritaire, d'après un récent témoignage, se dégrade dans le plateau du Djado en raison de l'arrivée de petits groupes armés qui rackettent les orpailleurs. Le gouvernement nigérien a envoyé des troupes pour rétablir l'ordre, mais elles seraient aussi prises par la fièvre de l'or...

Le Sud libyen : un potentiel danger

- 10 L'opération Serval a permis d'éloigner le danger constitué par AQMI et al-Mourabitoune sans pour autant avoir éliminé le péril islamiste dans la zone. Le désordre qui règne en Libye est en effet très inquiétant pour le Niger. La dislocation de cette dernière est en cours puisque deux gouvernements revendiquent le pouvoir : l'un depuis Tripoli, islamiste, qui a pourtant perdu les élections de juin 2014 ; l'autre issu de ces élections, basé à Tobrouk. Quant au Sud du pays, la vallée d'Ubari est devenue le berceau des djihadistes et d'indépendantistes touaregs tandis que les régions de Koufra et de Sabha sont contrôlées par des milices touboues. Le désordre est donc total et sans doute durable.
- 11 Très inquiet de la situation libyenne, le président Mahamadou Issoufou, soutenu par d'autres chefs d'État africains, est partisan d'une intervention militaire internationale, analogue à celle de la France au Mali, pour neutraliser les radicalistes islamistes et les indépendantistes touaregs qui menacent le Sahel. Les États-Unis et l'Europe sont hésitants car il leur faudrait engager de gros moyens militaires sans être assuré du succès. De plus, le risque d'enlèvement n'est pas à écarter, les exemples afghans et irakiens incitant à la prudence. Enfin, est-ce vraiment l'intérêt du Niger ? Attaquer les djihadistes dans leur berceau ne serait-il pas les pousser à migrer ailleurs ? Cela pourrait même aggraver la situation car leur forte mobilité fait que l'espace saharo-sahélien fonctionne selon le principe des vases communicants : chassés du Mali, ils se sont réfugiés dans le Sud libyen. S'ils sont poursuivis en Libye, où iront-ils ? Au Niger ?

Boko Haram, un danger bien réel

- 12 Bien que le Mali n'ait pas encore retrouvé la paix, l'attention des autorités nigériennes se concentre à présent sur la lutte contre Boko Haram.

Un mouvement socio-religieux qui ambitionne de devenir un califat

- 13 La secte est officiellement appelée Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad (groupe sunnite pour la prédication et le djihad). Boko Haram est sa dénomination abrégée, ce qui

signifie en Haoussa « l'éducation occidentale est un péché » car elle est supposée détruire la culture islamique. Ce mouvement fut fondé à Maiduguri, en 2002, par l'homme d'affaires *Alhaji* Mohamed Yusuf, ancien prêcheur dans une mosquée *izala'* dont il fut chassé car ne possédant pas les diplômes requis par le cursus coranique saoudien (Pérouse de Montclos, 2013), ce qui le conduisit à fonder Boko Haram. Tué par l'armée nigérienne en juillet 2009, *Alhaji* Mohamed Yusuf fut remplacé par Abubakar Shekao, actuel chef du mouvement.

- 14 Boko Haram est qualifié de secte en raison de son intransigeance religieuse, de ses techniques d'endoctrinement et de son intolérance à l'égard des autres musulmans (Pérouse de Montclos, 2013). Il se distingue de l'islam pratiqué par AQMI dans la mesure où il intègre des pratiques païennes kanouris et haoussas liées à la magie, au port de gris-gris, etc. À cela s'ajoute l'usage fréquent d'excitants (*anakwana*) et de drogues (*kouaya*) alors que ces produits sont prohibés par l'islam. Ces éléments n'ont pas empêché l'État islamique (EI) d'accepter l'acte d'allégeance fait par Boko Haram (mars 015). Enfin, contrairement à l'EI, il n'est pas doté d'organisation politique et économique structurée, se contentant de piller puis de redistribuer les biens acquis par la force.
- 15 Boko Haram n'est pas seulement une secte religieuse. C'est aussi un mouvement social (Higazi, 2013) qui attire à lui de nombreux jeunes originaires des grandes cités du nord du Nigeria ou poussés à l'exode depuis la brousse. Il s'agit de jeunes, de mendiants, les *almajirai* (sing. *almajiri*), d'analphabètes, de chômeurs parfois diplômés et même de petits et de moyens cadres qui ne trouvent pas leur place dans le tissu économique et social nigérian faute d'emplois ou de formation suffisante. Sans avenir, ils sont révoltés par les criantes inégalités socio-économiques propres au pays et l'omniprésence de la corruption qui a permis l'enrichissement d'une classe politique liées aux milieux d'affaires. Boko Haram apparaît comme le successeur du mouvement dirigé par le marabout Muhammadu Marwa dit Maitatsiné (celui qui maudit), à l'origine des émeutes qui avaient embrasé Kano, Gombe, Yola, Kaduna et Maiduguri à la fin de l'année 1980 et au début de l'année 1981 (la sévère répression de l'armée fit des milliers de morts) (Nicolas, 1981 et Adesoji, 2011). Déjà à cette époque, le président nigérien Seyni Kountché avait craint que le mouvement ne fasse des émules à Maradi et à Zinder.

La lente propagation de l'idéologie Boko Haram au Niger

- 16 Certes, dans des proportions encore modestes, la secte recrute des adeptes au Niger, notamment dans les régions de Maradi, Zinder et Diffa. Son idéologie semble s'y répandre par le « bas » surtout dans les milieux populaires. Outre son discours religieux, Boko Haram séduit car il s'en prend à l'Occident et par là aux anciennes puissances coloniales que sont la France et la Grande-Bretagne qui ont imposé, en Afrique, des modèles d'organisation politique qui, selon lui, ne sont pas conformes aux préceptes islamiques. Dans ce contexte, une nouvelle caricature du prophète Mohammed publiée à la « une » de l'hebdomadaire *Charlie Hebdo*, une semaine après l'opération meurtrière des frères Kouachi au siège du journal, constitua aux yeux des Nigériens intégristes une provocation qui déclencha à travers le pays de violentes émeutes⁸. Bien que Boko Haram n'en soit pas à l'origine, elles constituèrent la première apparition publique d'une idéologie favorable aux intégristes musulmans.
- 17 Pour la première fois (16-17 janvier 2015), des Nigériens s'en prirent aux édifices religieux en pillant et en incendiant des églises et en pourchassant des chrétiens. Ils s'attaquèrent

aussi à des bars, symbole de consommation d'alcool, de débauche et de prostitution, et au futur siège niameén du parti au pouvoir, le PNDS-Tarayya (Parti national démocratique et socialiste), ainsi qu'à ses représentations d'Agadez et de Zinder. Ils reprochaient au président Mahamadou Issoufou, dont des portraits ont été brûlés, de s'être rendu à Paris pour se joindre au rassemblement du 11 janvier 2015 protestant contre les sanglantes tueries perpétrées à *Charlie Hebdo* et à l'Hyper cacher de la Porte de Vincennes, et surtout d'avoir déclaré sur les ondes de RFI « je suis Charlie »⁹. Cette déclaration, qui mécontenta les associations islamiques, fut une grave erreur de communication car elle mit le feu aux poudres : « il aurait dû se taire et revenir s'asseoir discrètement » me dit un Nigérien. A présent, menacé par Abubakar Shekao tout comme ses homologues tchadiens et camerounais, le président Issoufou a dû prendre des mesures exceptionnelles pour assurer sa sécurité.

- 18 Le chef de l'État et ses partisans virent dans les émeutes une manipulation de l'opposition qui, affaiblie car divisée malgré son regroupement au sein de l'Alliance pour la réconciliation, la démocratie et la république (ARDR), aurait poussé à la révolte pour déstabiliser le régime. Même si elle a démenti les faits, un soupçon demeure quant à sa collusion avec les islamistes. Pour preuve, elle n'a pas jugé bon de reporter la marche qu'elle avait programmée le 18 janvier, soit le lendemain des émeutes. La nation étant en deuil, le rassemblement fut interdit et plusieurs de ses organisateurs ainsi que des journalistes furent arrêtés puis vite relâchés.
- 19 Le jeu apparaît ici dangereux car l'islam « traditionnel », pourtant très majoritaire au Niger, ne monte pas au front pour mener la bataille religieuse contre AQMI, le MUJAO et Boko Haram. Comme au Mali et dans le nord-est du Nigeria, les thèses salafistes, promues depuis plusieurs années par l'Arabie saoudite et le Qatar, se renforcent dans le pays. Elles profitent de l'absence d'opposition politique et religieuse et du rejet massif de la classe politique accusée de détournements, d'enrichissements personnels, de passe-droits et d'incompétence face aux problèmes de développement qui se posent au pays ancré à la dernière place de l'indice de développement humain des Nations unies (IDH)¹⁰. Aussi, comme me le fit observer un diplomate français, « ces mouvements djihadistes jouent, hormis leur aspect religieux, le même rôle que les partis politiques d'extrême droite en Europe qui canalisent toutes les frustrations nées de la crise et dénoncent les injustices et le chômage ». L'élite politique nigérienne, qu'elle soit au pouvoir ou dans l'opposition, n'a donc plus droit à la complaisance ni à l'erreur car la stabilité du pays et sa survie en tant que classe politique et sociale sont en jeu. Elle doit combattre les islamistes radicaux sur le terrain des idées et sur celui du développement et défendre le principe de laïcité et de liberté du culte qui figure en toutes lettres dans la Constitution.
- 20 La récente manifestation (17 février 2015) qui a fait descendre dans les rues de Niamey et des grandes villes du pays plus de 100 000 personnes est cependant un signe d'espoir : le slogan « Boko Haram est Haram (interdit) » est un message fort adressé à la fois à la secte et aux Forces armées nigériennes, qui bénéficient du soutien de la population. Il était grand temps que le pays se mobilise.

Un conflit militaire inévitable

- 21 Si Boko Haram avait été combattu dès le départ, il ne serait jamais devenu autre chose que ce qu'il était, à savoir une secte locale en guerre contre les symboles de l'État. Faute d'une réponse appropriée de l'armée nigérienne¹¹, ses actions sont devenues de plus en

plus intenses, spectaculaires et violentes au fur et à mesure que son recrutement et ses moyens financiers et militaires s'accroissaient. Il parvint ainsi à contrôler des régions entières dans les États du Bornou, de l'Adamawa et de Yobé et fit de la forêt de Sabisa et des collines de Gwanza le siège de son califat. Parallèlement, il se livra à toute une série d'attentats, parfois loin de ses bases, s'en prenant à la capitale fédérale Abuja (plus de soixante-quinze morts le 14 avril 2014), à Kano, grande métropole septentrionale du pays où une centaine de personnes trouvèrent la mort lors de la prière du vendredi (novembre 2014), à Kaduna, à Zaria et plusieurs fois à Maiduguri. Enfin, il procéda à des enlèvements dont celui des 276 lycéennes de Chibok (avril 2014) qui, selon les dires de Abubakar Shekau, devaient être converties, vendues ou mariées de force.

- 22 Depuis l'année 2014, Boko Haram a étendu ses actions à l'extrême-nord du Cameroun, où il a incendié et pillé des villages entiers et pris en otage des étrangers ainsi que des personnalités locales, qui ont été libérés contre des rançons¹². Le Niger lui a alors servi de zone de repli, ses combattants se réfugiant dans la région de Diffa¹³ lorsque la pression de l'armée nigériane devenait trop forte. À présent, cette zone est le théâtre de ses opérations militaires et de ses attentats, auxquelles les Forces armées nigériennes (FAN) tentent de s'opposer, aidées par la France (une dizaine de ses soldats sont stationnés à Diffa) et les États-Unis, qui leur communiquent aussi des renseignements sur les positions de la secte et renforcent leur logistique. Quant au Tchad, il a, le 18 janvier 2015, envoyé un contingent de 2 500 soldats jusqu'à Maltam (80 km à l'intérieur du Cameroun) pour épauler l'armée de ce pays débordée par les événements (La Lettre du Continent, 2015) et empêcher que Boko Haram ne s'en prenne à son approvisionnement depuis Douala. Enfin, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, inquiets par la perspective de voir des islamistes implanter un califat en Afrique de l'Ouest, sont dans l'expectative. Ces puissances attendent une sollicitation des responsables politiques nigériens alors que les militaires de ce pays, corrompus et parfois liés à Boko Haram auquel il est arrivé qu'ils vendent leurs armes, ne sont pas pressés de voir arriver des troupes étrangères sur leur sol, selon l'hebdomadaire *Jeune Afrique* (1/7 février 2015). De son côté, Boko Haram pourrait, si le conflit s'aggravait, solliciter l'aide des groupes installés en Libye (notamment ceux se revendiquant aussi de l'EI), mais il n'est pas acquis qu'il lui soit répondu favorablement. De plus, l'acheminement d'hommes et de matériel depuis la Libye ne sera pas une tâche aisée, car il leur faudra traverser les régions de Dirkou où les FAN sont très présents, et de Madama, où est installé un contingent de l'opération Barkhane, le passage par le Tchad semblant exclu.
- 23 La conjoncture politique nigériane n'est pas favorable à une décision rapide. En effet, le pays est en campagne électorale : les élections présidentielles qui devaient initialement se dérouler à la mi-février doivent finalement se tenir le 28 mars et le 11 avril 2015, ce report ayant été décidé en raison de l'impossibilité d'organiser le scrutin dans le nord-est du pays. Pour qu'il puisse s'y tenir, le président Jonathan Goodluck, qui n'est pas assuré de sa réélection, a fini par accentuer la pression militaire sur les zones contrôlées par Boko Haram. Une fois le scrutin passé¹⁴, on peut supposer que le président élu s'attaquera à Boko Haram comme l'a déclaré le général Muhammadu Buhari, ancien président de la Fédération (31 décembre 1983-27 août 1985)¹⁵ et principal candidat à la magistrature suprême face au président sortant, qui a longtemps pratiqué la politique de l'autruche vis-à-vis de Boko Haram. L'ancien major général soutenu par le *All Progressives Congress* (APC) veut en effet en découdre avec la secte. En cela, il bénéficie du soutien des grandes chefferies haoussas et peules de Katsina, Kano, Sokoto, Zaria, etc. : celles-ci entendent

éliminer Boko Haram¹⁶ car il remet en cause leur pouvoir en les accusant de collaborer avec les forces de sécurité et de défendre l'ordre établi jugé contraire aux préceptes de l'islam. De leur côté, les dignitaires religieux de la Qâdiriyya et de la Tidjâniyya ne peuvent plus tolérer que Boko Haram les affaiblissent aussi.

- 24 Un conflit armé a ainsi été déclenché dans le bassin du lac Tchad. Des offensives militaires communes sont menées sur le terrain sous l'impulsion du Tchad, déjà en première ligne dans le conflit malien (Magrin, 2013). De leur côté, les FAN ont pénétré en territoire nigérian en franchissant la frontière nigéro-nigériane délimitée par la rivière Komadougou Yobé, qui se jette dans le lac Tchad. Pour la première fois, Boko Haram est attaqué et plusieurs villes (Baga, Dikwa, Buni Yadi, etc.) ont été reprises, d'où un début d'affaiblissement de ses positions. À court ou à moyen terme, il est probable que le Tchad, le Niger, le Cameroun et le Nigeria accentueront leur pression militaire pour l'acculer dans son fief pour le combattre plus efficacement¹⁷. On peut donc craindre la perte de nombreuses vies humaines, les futures victimes n'étant pas seulement des partisans de Boko Haram, mais les populations civiles qui ont déjà payé un lourd tribut au conflit (14 000 morts).
- 25 Si des succès militaires peuvent conduire à une neutralisation de la secte dont certaines sources estiment le nombre de ses combattants entre 15 et 20 000 hommes (Lalo, 2015), les quatre pays concernés ne résoudre pas pour autant le problème posé par l'intégrisme religieux ni ne rétabliront durablement la sécurité dans la zone. Outre le banditisme endémique, depuis déjà longtemps, dans le bassin du lac Tchad, ils ne pourront en effet anticiper les actes ponctuels (attentats kamikazes, assassinats, enlèvements, etc.) qui ne manqueront pas de se produire comme cela se passe au Mali où on assiste à une recrudescence des violences après une période de calme relatif consécutive à l'opération Serval. Le radicalisme islamique rappelle l'hydre de la mythologie grecque : combattu à un endroit il resurgit à un autre, d'où la difficulté de l'anéantir définitivement (les militaires parleraient de conflit asymétrique).

Conclusion

- 26 Boko Haram constitue à présent le principal danger extérieur pour le Niger, puisqu'il est désormais touché par ses opérations militaires à l'intérieur ses frontières. La situation au Mali demeure une deuxième menace, dans la mesure où le plan de paix est fragile : s'il arrivait qu'il soit remis en cause, la situation se retournerait à l'avantage des djihadistes qui en ont été exclus et cela ne manquerait pas d'avoir des conséquences préoccupantes pour le Niger. Enfin, le troisième danger vient du Sud libyen, qui est devenu leur berceau ainsi que celui des séparatistes touaregs et des trafiquants.
- 27 Du point de vue intérieur, l'ampleur des manifestations de janvier 2015 a eu le mérite de faire prendre conscience de la progression d'un islam radical au Niger. Si, encore une fois, Boko Haram y est étranger et si de nombreux manifestants voulaient laisser éclater leur colère à l'égard du pouvoir et de ses abus, il n'en demeure pas moins que s'est exprimée une tendance intégriste, plus ou moins sympathisante des thèses salafistes, alimentée par les discours tenus dans les mosquées qui se sont profondément radicalisés ces dernières années. L'état de sous-développement dans lequel le pays demeure ancré constitue également une préoccupation majeure car il est incapable d'offrir un avenir à une jeunesse sans cesse plus nombreuse à arriver sur le marché du travail. Ce chômage persistant et

généralisé constitue à n'en pas douter un terreau favorable pour toutes sortes de dérives notamment religieuses.

- 28 De fortes incertitudes pèsent donc sur le pays alors qu'il a été jusqu'à présent relativement épargné par les actions des islamistes. Le danger semble tourner autour de lui tout en le minant de l'intérieur. Pour combien de temps encore ?

BIBLIOGRAPHY

- Adesoji A., 2011. Between Maitatsine and Boko Haram : Islamic Fundamentalism and the Response of the Nigerian State. *Africa Today*, vol. 57, n°4, p. 99-119.
- Champin Ch., 2010. *Afrique noire poudre blanche. L'Afrique sous le coude des cartels de la drogue*. André Versaille éditeur, Bruxelles, 160 p.
- Debos M., 2013. *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*. Karthala, Paris, 264 p.
- Gaulme F., 2011. Saïbou Issa, Les coupeurs de route : histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad, *Afrique contemporaine*, n°239, Paris, p. 157-159.
- Grégoire E., 2013. Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures. EchoGéo [en ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 3 juillet 2013, <http://echogeo.revues.org/13466> ; DOI : 10.4000/echogeo.13466
- Grégoire E., Bourgeot A., 2011. Désordre, pouvoirs et recompositions territoriales au Sahara. *Hérodote, Géopolitique du Sahara*, n° 142, La Découverte, Paris, p. 3-11.
- Grégoire E., 1999, rééd. 2010. *Touaregs du Niger, Le destin d'un mythe*. Paris, Karthala, 359 p.
- Grégoire E., 1991. Les chemins de la contrebande : étude de réseaux commerciaux en pays haoussa. *Cahiers d'Études Africaines*, n 124, XXXI (4), p. 509-532.
- Grégoire E., 1991. Accumulation marchande et propagation de l'Islam en milieu urbain : le cas de Maradi (Niger). *Islam et sociétés au Sud du Sahara*, n° 5, EHESS, p. 43-55.
- Higazi A., 2013. Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigeria. *Politique africaine*, n° 130, Paris, p. 137-164.
- Kane O., 1990. Les mouvements religieux et le champ politique au Nigeria septentrional : le cas du réformisme musulman à Kano. *Islam et sociétés au Sud du Sahara*, n°4, p. 7-24.
- Lalo A., 2015. Boko Haram : construction d'une barbarie. *ActuNiger*, <http://www.actuniger.com/tribune-opinions/9670-boko-haram-construction-d-une-barbarie.html>
- La Lettre du Continent*, 21 janvier 2015, Africa intelligence, n°698.
- Magrin G., 2013. Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali (2013). *EchoGéo* [en ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 28 juin 2013, URL : <http://echogeo.revues.org/13444>
- Nicolas G., 1981. « Guerre sainte » à Kano. *Politique africaine*, n° 4, Paris, p. 47-70.

Pérouse de Montclos M-A., 2013. Boko Haram, entre soulèvement religieux et révolte sociale. *Diplomatie*, p. 62-69.

Pérouse de Montclos M-A., 2012. Boko Haram et le terrorisme islamique au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ?, *Questions de recherche*, n° 40, CERI-Sciences PO, Paris, 33 p.

Simon J., 2011. Le Sahel comme espace de transit de stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques. *Hérodote*, Géopolitique du Sahara, n° 142, Paris, La Découverte, p. 125-142.

NOTES

1. Il revendiqua l'attentat, perpétré dans la nuit du 6 au 7 mars 2015 dans un bar de Bamako fréquenté par des expatriés, qui fit cinq victimes.
2. Ce texte repose, en partie, sur des entretiens portant sur la situation politique et économique du Niger. Ils ont été effectués, au cours d'une récente mission dans ce pays (novembre-décembre 2014), auprès de différents interlocuteurs (responsables politiques et administratifs, commerçants, etc.) résidant à Niamey et à Agadez.
3. Les véhicules qui transportent de la drogue roulent très vite pour minimiser les risques d'être intercepté par les militaires nigériens ou par d'autres trafiquants (toubous).
4. L'une d'elles serait placée sur un promontoire près du mont Greboun (Zémo). Des orangers et des légumes y seraient cultivés.
5. Les personnes impliquées sont souvent rémunérées en nature : au bout de trois voyages, on leur remet le 4x4 ayant servi au transport de la drogue.
6. Des pasteurs côtoient des trafiquants de drogue aux puits de brousse : « ces derniers ne gênent personne du moment que l'on ne les gêne pas » me dit un éleveur et négociant en bétail.
7. Izala est un mouvement réformiste d'inspiration wahhabite créé à Jos en 1978 (Kane, 1990).
8. Elles firent dix morts parmi les manifestants, au sein desquels se trouvaient de nombreux jeunes désœuvrés qui profitaient de la circonstance pour piller.
9. Des villas et des biens de hauts dirigeants de l'État ont été saccagés à l'intérieur du pays (Gouré, Mirriah, etc.).
10. Il est aussi handicapé par la fécondité de sa population qui est la plus élevée au monde : 350 000 jeunes arrivent ainsi, chaque année, sur le marché du travail qui est incapable de leur fournir un emploi durable.
11. On peut faire ici un parallèle avec le septentrion malien, où AQMI élit domicile sans opposition de l'armée malienne ni de la France, dont les ressortissants étaient pourtant pris en otages.
12. La famille française Moulin-Fournier le 19 février 2013, capturée dans le parc de Waza (Cameroun) et libérée deux mois plus tard puis le père Vandenbeusch relâché le 31 décembre 2014 après un mois et demi de détention. À la fin du mois de juillet 2014, le Lamido de Kolofata et sept membres de sa famille ainsi que l'épouse du vice-Premier ministre chargé des relations avec les assemblées, Amadou Ali, ont été enlevés. Ils ont été libérés deux mois plus tard en compagnie d'autres otages camerounais et chinois.
13. Son relief plat et dépourvu de végétation ne lui permettait pas de se dissimuler aussi facilement que dans les monts Mandara (Cameroun).
14. Elles risquent d'être mouvementées car les électeurs des zones contrôlées par Boko Haram, soit environ 15 millions de personnes, ne pourront voter, d'où une possible invalidation du scrutin. De plus, Abubakar Shekao a menacé tous ceux qui se rendraient aux urnes, considérant que ce vote est une pratique païenne incompatible avec l'État islamique.

15. De son passage autoritaire au pouvoir, on retient sa lutte contre la corruption et la fraude transfrontalière (« war against indiscipline ») et son intégrité (Grégoire, 1991).

16. Réunis à Kano (décembre 2014) avec d'anciens présidents de la république et gouverneurs du Nord, les grandes chefferies de cette région ont décidé de créer des milices pour lutter contre Boko Haram, notamment à Maiduguri où, selon certaines informations, 50 000 personnes auraient été enrôlées.

17. Boko Haram peut craindre que des combattants ne désertent ses rangs ne voulant pas servir de chair à canons comme cela s'est passé au Mali. En faisant allégeance à l'EI, Boko Haram a peut-être lancé un appel à l'aide.

ABSTRACTS

Cet article porte sur le Niger pris en tenailles par des groupes djihadistes installés à ses frontières. Il montre, tout d'abord, que la région d'Agadez a été peu touchée par la crise malienne et connaît même une relative prospérité grâce à la reprise de ses activités économiques. L'équilibre demeure cependant précaire au regard du désordre qui règne en Libye plongée dans la guerre civile. Le texte décrit ensuite les grands traits de Boko Haram dont l'idéologie commence à se propager au Niger puis analyse la nouvelle donne militaire née de l'intervention du Tchad, du Niger et du Cameroun dont les armées sont passées à l'offensive pour affaiblir la secte. En conclusion, l'auteur se penche sur l'avenir du Niger confronté à une série de dangers à la fois extérieurs et intérieurs.

INDEX

Mots-clés: Boko Haram, danger, djihadiste, émeute, islam, Libye, Mali, Niger, Nigeria, Tchad.

AUTHOR

EMMANUEL GRÉGOIRE

Emmanuel Grégoire, emmanuel.gregoire@ird.fr, est Directeur de recherche IRD et membre de l'UMR PRODIG